

LE PROGRAMME D'ADM NORD-COREEN EST UNE SOUS-TRAITANCE DE LA DISSUASION CHINOISE

Le 11 décembre 2012, la République Démocratique et Populaire de Corée (RDPK) salue la mise en orbite¹ du satellite *Wangmyongsong-3* à partir d'une fusée *Unha-3*. La dernière dictature dite stalinienne de la planète revendique une réussite technologique, calculée pour correspondre au centième anniversaire du *pater patriae* Kim Il-Sung², et faire oublier le semi-échec d'un tir similaire le 13 avril dernier. Le 24 mars 2012, Pyongyang vitupère: «*A partir de cet instant, le commandement de l'Armée populaire coréenne va placer en position de combat n°1 toutes ses unités d'artillerie, dont ses unités de missiles stratégiques à longue portée, qui viseront tous les éléments ennemis des bases impérialistes américaines sur le continent, à Hawaii et à Guam.*»

Tout ceci exacerbe les tensions³ non seulement entre les deux Corée, séparées par le 38ème parallèle, mais également entre la Chine et les Etats-Unis, chacune des deux superpuissances étant le parrain respectif de la partie septentrionale et de la partie méridionale. Pyongyang avance les finalités pacifiques du lanceur, mais Washington et ses alliés l'accusent d'être une version civile du *Taepodong-2*, missile stratégique intercontinental⁴. Si le prétexte d'un tir orbital ne dupe personne⁵, c'est que toutes les puissances balistiques se sont servies de leur programme spatial pour optimiser leur technologie. De plus, la RDPK est listée, depuis 2006, comme puissance nucléaire.

La thématique nord-coréenne ne peut être uniquement circonscrite à l'extrême –Orient, puisqu'elle concerne également la prolifération des Armes de Destruction Massives dans le Grand Moyen-Orient, Pyongyang exportant de la technologie sensible vers la Syrie, le Yémen, l'Iran, le Soudan et le Pakistan⁶. Mais comment se fait-il que l'un des Etats les plus pauvres d'Asie⁷, revendiquant l'autarcie de *l'idéologie de la Juche*, rongé par les triples conséquences des effets de son régime politique, de l'embargo international et des catastrophes naturelles, ait pu réussir à acquérir un tel arsenal, et tenir en joue, par ses missiles, une vaste zone s'étirant de l'Inde aux Etats-Unis? La réflexion induite oblige à déconstruire la *story telling* faisant de la RDPK un proliférateur souverain et incontrôlable⁸. Pour cela, il convient d'abord de détailler l'histoire et l'état de son arsenal. Ensuite, nous en mesurerons les effets au Moyen-Orient. Enfin, nous

¹ A partir du site de Tongch'ang-dong Pongdong-ri (d'autre cite le centre spatial de Sohae),

² «L'armée révolutionnaire, y compris ses forces de missiles stratégiques, ont placé à portée de tir non seulement les forces américaines dans la péninsule coréenne mais aussi le Japon, Guam et même le territoire des Etats-Unis [...] La Corée du Nord se tient prêt à affronter n'importe quel ennemi, "capacité nucléaire contre capacité nucléaire, missile contre missile" claironne le porte-parole de la *Commission de la Défense nationale* à l'agence officielle de presse nord-coréenne KCNA, *Le Figaro*, 9 octobre 2012, «Pyongyang dit pouvoir frapper les USA»

³ Le 26 mars 2010, une corvette sudiste Chenoan est envoyée par le fond avec ses 46 membres d'équipage. Mais contrairement à la plupart des analyses, le conflit ne s'est pas réouvert. («promesse de guerre sacrée contre le sud).

⁴ Plus de 6700 km.

⁵ «Le tir réussi [...] est une percée dans le développement des technologies scientifiques et de l'économie de notre pays et exerce notre droit à l'utilisation pacifique de l'espace. [...] Peu importe ce que les autres disent, nous continuerons à exercer notre droit légitime à lancer des satellites», selon KCNA. *Le Figaro*, 12 décembre 2012, «Le tir réussi "une percée"».

⁶ Bruno TERTRAIS, *op.cit.*, p. 84 et 105. En avril 2003, un navire français, le *Ville-De-Virgo*, affrété par Tahir, ingénieur pakistanais, est arrêté au large de l'Égypte par les services occidentaux, avec à son bord 22 tonnes d'aluminium spécial pour centrifugeuses. Les USA infiltrèrent son réseau de prolifération grâce à l'espion Jim Lawler (alias *Mad Dog*), qui y repère un avion pakistanais, apportant de quoi établir un second programme nucléaire, cette fois peut-être véritablement clandestin

⁷ PIB estimé 24 milliards de dollars, richesse par habitant inférieur à celui du Sénégal, dont 10,5 consacrés à l'armée (sans doute plus), 7,7 millions de mobilisables dont 1,2 million soldats, 6200 blindés, 13600 artilleries fixes et mobiles, 420 bâtiments de surface, 70 sous-marins, 330 autres navires militaires, 820 chasseurs, 300 hélicoptères, 430 autres avions,

⁸ La presse est la première vectrice de cette théorie, reprise par la plupart des universitaires tel Marc Epstein dans *L'Express*, 17 avril 2013, «Dans la tête de Kim Jong-un»

expliquerons que la RDPK est «l'Etat écran» de la Chine, et sert les intérêts des Etats-Unis.

UN VASSAL DE LA CHINE ET DE L'URSS FACE AUX VASSAUX DES ETATS-UNIS

Le programme nucléaire nord-coréen

Un état de seuil permanent

Dès le début des années 1960, l'ingénieur Kang Sok-ju entame un programme qui, pour des questions techniques et politiques, sera plusieurs fois ralenti. Bien que producteur de charbon et d'hydroélectricité, la RDPK affirme vouloir réduire sa dépendance énergétique en optant pour le nucléaire civil⁹. Le volet militaire alors embryonnaire de la partie septentrionale du *pays du matin calme* apparaît légitime. En effet, il est entouré de pays nucléaires: les Etats-Unis (100 bombes gravitationnelles¹⁰ pour bombardiers en Corée du Sud, au Japon, à Taiwan et dans le Pacifique), l'URSS, et la Chine. Certes, l'URSS et la Chine sanctuarisent la RDPK de leurs parapluies nucléaires. Toutefois, il est prévu que Pyongyang se dote d'installations de recherche afin de pouvoir rapidement assembler une arme atomique en cas de menace extérieure. Ainsi, en cas de crise, les cinq membres permanents du *Conseil de Sécurité des Nations Unies* éviteront une réaction en chaîne par alliances interposées. Les dégâts atomiques seront limités à une guerre entre deux pays. Pour cela, Pékin et Moscou approvisionnent la RDPK en plutonium et en ingénieurs (*reverse engineering*)¹¹. Nous sommes donc loin des thèses superficielles de Pollack, de la *Brooking Institution* et professeur à Stantford, et Mike Chinoy (*US-Chiana Institute*), affirmant que Kim-Il Sung souhaite la bombe pour s'affranchir de la Chine¹².

Mais pour l'instant Pyongyang ne développe que de la recherche volontairement bridée. Aussi, la RDPK devient sans problème membre de l'*Agence Internationale à l'énergie Atomique* (AIEA) le 18 septembre 1974, sans adhérer au *Traité de Non-Prolifération Nucléaire* (TNP). En juillet 1977, elle accepte de soumettre à inspection ces installations¹³.de recherche au graphite-gaz magnésium monoxyde. Mais la Corée du Sud mène elle aussi des recherches. En 1981, le diplomate François-Poncet, confesse le projet de vente de centrales nucléaires de conception française à la Corée du Sud: «*Du côté sud-coréen, on paraît surtout attendre de cette visite, qui ne manquera pas d'être mise à profit pour rehausser l'image internationale du nouveau régime, deux avantages essentiels. Le premier, qui concerne la coopération nucléaire, est un apport de technologie et des facilités dans l'obtention de l'uranium enrichi, deux points sur lesquels les Américains, du moins sous le président Carter, se montraient fort réticents par crainte de prolifération. C'est pour cela, ainsi que pour diversifier les sources d'approvisionnement, que les contrats ont été donnés aux Français et non - selon des officiels - pour des raisons de compétitivité. Le second avantage est diplomatique...* »¹⁴. Aussi, celles de son voisin se poursuivent. Toutefois, en secret, la

⁹ La filière au graphite-gaz magnésium monoxyde est privilégiée. Pour des questions techniques et économiques, le programme sera plusieurs fois ajourné.

¹⁰ *Le Monde*, 22 avril 2013, «Péninsule coréenne: 20 ans d'échecs diplomatiques», François BOUGON. Les bombes avaient atteint le nombre de 763 en 1972.

¹¹ Le pays ne semble pas trop pâtir du divorce sino-soviétique. La Corée du Nord présentant l'originalité d'être constamment à la fois proche de Pékin et de l'URSS. Le pays est un cas unique en son genre, ce qui expliquera peut-être une constante mansuétude de la part du monde entier.

¹² Les deux auteurs dépendent des ambassades sino-américaines, et sont donc rompus au discours institutionnel. POLLACK Jonathan D, *No exit. North Korea, Nuclear weapons and International Security*, Routledge, 2011. Mike Chinoy, *Meltdown. The Inside Story of the North Korean Nuclear Crisis*, Trade Paperback, 2009, 464 pages.

¹³ AIEA, INFCIRC/66/Rev. 2, «Application de garanties à un réacteur de recherche (INFCIRC/252)

¹⁴ «La Corée du Sud, dans les années 70, a développé deux versions sol-sol d'un missile sol-air (MSA) américain, d'une portée de 150 et 180 km (le *NHK-1 Baekgom* et le *NHK-2 Hyunmu*, respectivement). D'après des spécialistes américains, la portée de ce dernier aurait été plutôt d'environ 300 km. En 1979, Séoul s'est engagé, aux termes d'un protocole d'entente conclu avec les États-Unis, à ne pas développer de missiles dont la portée dépasserait 180 km. Plus récemment, les Sud-Coréens ont cherché à résilier le protocole d'entente et à construire et déployer des missiles d'une portée de 300 km (limite imposée par le RCTM) tout en fabriquant des prototypes d'une portée de 500 km (permettant d'atteindre des objectifs partout en Corée du Nord) à «des fins de recherche». En septembre 2000, les

RDPK termine en 1979 le chantier du réacteur expérimental de Yongbyong (débuté à la fin des années 1960), qu'un satellite américain découvre en 1984¹⁵. Aussi, Pékin et Moscou (qui nomme le pays la «*Haute-Volta avec des missiles*») font pression pour que le pays signe provisoirement le TNP, le 12 décembre 1985, que Pyongyang promet d'appliquer le 10 avril 1992¹⁶. Yongbyong est opérationnel en janvier 1986, dans le but, cette fois affiché, de produire des armes, grâce à deux réacteurs au gas-graphite construit en 1987, mais arrêté en 1989. En conséquence, la *Convention on Early Notification of a Nuclear Accident* et la *Convention on Assistance in the Case of a Nuclear Accident or Radiological Emergency* sont signés le 29 septembre 1986.

En parallèle, la Corée du Nord mène des études sur les armes biochimiques dès que les Américains les emploient très localement pendant la guerre de Corée. Les sites d'Hamburg, de Sogam-ri (*institut-398*) et de Chee Kyong Tae¹⁷ fabriquent des agents neurotoxiques, des vésicants, des asphyxiants, des hémotoxiques, des toxines, des agents viraux et bactériens¹⁸. Le Pentagone estime que les 5000 tonnes d'agents biochimiques sont répartis dans une demi-douzaine de grands dépôts et dans quelque 170 tunnels de montagne (qui renferment entre chacun 180 et 250 tonnes)¹⁹.

Le divorce avec l'AIEA

Après la Guerre Froide, de nombreux pays abandonnent leurs ambitions atomiques militaires. A l'inverse, alors que le TNP doit entrer en vigueur²⁰, la RDPK s'en retire le 12 mars 1993 (et de l'AIEA le 13 juin 1994), après que Vienne y repère des anomalies²¹, comme le retraitement de combustible irradié, l'importation depuis 1990 de plutonium et de technologies russes²², et l'accueil de 2000 scientifiques russes dont 300 résidents. A l'époque, on pense que la Corée du Nord possède déjà «une à deux armes»²³. Mais par l'Accord-cadre d'octobre 1994, le

États-Unis auraient accepté de donner leur aval au projet de fabrication de missiles d'une portée de 300 km, mais un certain nombre de détails techniques restaient à négocier. La Corée du Sud planifie aussi de développer un lanceur à propergol liquide; en décembre 1999, le président Kim Dea-Jung a annoncé que l'*Institut de recherche aérospatiale de la Corée* (KARI) terminerait la construction d'une « installation de lancement de satellites opérationnels » d'ici 2005. Un fonctionnaire haut placé des États-Unis a déclaré que « ce type de technologie de fusées-satellites peut servir à des applications militaires, et d'autres pays dans la région verront sûrement le programme sud-coréen sous cet angle ». CCRS, *ibid.* Le Monde, 2 avril 1981.

¹⁵ Ainsi que les mines d'uranium de Wolbisan et de Pyongsan, les usines de concentration d'uranium de Pakchon et de Pyongsan, du centre de recherche atomique de Yongbyong (5 mgw (capacité thermique de 25-à 100 mgw à eau ordinaire et une installation d'enrichissement par centrifugation⁸), de l'institut de l'ingénierie et de physique nucléaire de l'université de Pyongyang, de la chaire de technologie nucléaire au *Kim Chaek Polytechnical Institute*, du Ministry of Atomic Energy Industry (Isotope Application Committee et du Nuclear Energy Committee. Le *Yonghyon nuclear research center* est divisé en 10 branches: Uranium Resources Development Institute; Nuclear Physics Institute; Radiochemical Laboratory (plutonium reprocessing), Nuclear Material Institute; Nuclear Energy Research Institute; Isotope Utilization Institute; Neutron Physics Institute; Reactor Design Institute; Nuclear Electromagnetics Institute; Radiation Protection Institute.

¹⁶ Yongbyong est inauguré la même année en tant qu'installation civile et affiche une puissance de 50mgw (th). Mais il est arrêté en 1989, pour raisons techniques, en réalité sans doute pour accompagner la fin de la Guerre Froide.

¹⁷ The *CBWCB*, n°38, décembre 1997, p. 24.

¹⁸ *Service canadien de renseignement de sécurité*, rapport n° 2000/05, « La prolifération des armes bactériologiques », 9 juin 2000.

¹⁹ *Assemblée Parlementaire OTAN*, *ibid.*

²⁰ AIEA, *INFCIRC/403*, May 1992, «Agreement of 30 January 1992 between the Government of the Democratic People's Republic of Korea and the International Atomic Energy Agency for the Application of Safeguards in Connection with the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons».

²¹ dans les déclarations, décision effective le 12 juin.

²² Ludovic MONNERAT, d'après le *Rumsfeld Report on Ballistic Missile Threat*, 1998, *Ballistic and Cruise Missile Threat*, National Air Intelligence Center 1998; Federation of American Scientists; article "Missiles: déséquilibre des terreurs", *Science & Vie*, octobre 1999; AFP et AP, octobre 1999.

²³ Jacques ATTALI, *Economie et apocalypse*, Fayard., 1995, 209 pages, p.45, 83 et 117.

pays consent à geler ses activités²⁴ et autoriser des inspections en échange d'une aide pour la construction de deux réacteurs civils²⁵ à eau légère pour produire de l'électricité, et des aides alimentaires et énergétiques²⁶. La politique de chantage débute²⁷, mais pas au point de déclencher l'éventualité d'une guerre entre Washington et Pyong-Yang comme l'affirme la presse²⁸. Pour ce faire, un consortium international est créé, la *Korean Energy Development Organization* (KEDO), financée partiellement par l'UE, le Japon et les Etats-Unis. En réalité, Pyongyang s'ingénie à brouiller les pistes, d'une part en promettant régulièrement de se conformer au TNP, et d'autre part en déconcentrant sa recherche sur plusieurs sites²⁹. Elle alterne aussi ses études entre la filière plutonium et celle de l'uranium enrichi. De même, Yongbyong sera arrêté de 1994 à 2002, puis en juillet 2007³⁰.

En 2000, l'administration Clinton planifie trois cycles de négociations nucléaires afin de revoir

²⁴ AIEA, INFCIRC/457, 2 novembre 1994, «Agreed framework of 21 october 1994 between the USA and the DPRK».

²⁵ A eau légère de 1 000 MWe à Kumho (définitivement annulé le 31 mai 2006),

²⁶ D'aucun prétendent qu'une partie de ce pétrole gratuit serait destiné à la Chine, gourmande en hydrocarbure, que la Corée revendrait.

²⁷ Andrei LAVROV, *The real North Korea, life and politics in the failed stalinist Utopia*, Hardcover, 2013, 304 pages.

²⁸ *Le Monde*, 22 avril 2013, «Péninsule coréenne: 20 ans d'échecs diplomatiques», François BOUGON. Les bombes avaient atteint le nombre de 763 en 1972.

²⁹ L'Académie des sciences de la capitale, Yeongjeo à la frontière chinoise et le complexe creusé dans les montagnes de Myohyang. AIEA, GOV/2011/53 - GC(55)/24, 2 Septembre 2011, Point 6 c) de l'ordre du jour provisoire du Conseil, (GOV/2011/46), Point 19 de l'ordre du jour provisoire de la Conférence générale, (GC(55)/1 et Add. 1). «Application des garanties en République populaire démocratique de Corée».

³⁰ En juin 2008, sa tour de refroidissement est détruite. SIPRI *yearbook 2010*, «Nuclear Arms Control, disarmement and Non-Prolifération». Les pressions sur la Corée du Nord obligent la Chine à se reposer sur un autre allié, la Birmanie, dans un un *manufacturing avancée*. Le général **Than Shwe**, chef de la junte, voudrait obtenir la bombe à l'horizon 2025. Ce programme fait peur aux experts, qui oublient magistralement que ce régime fut soutenu, alliés et armés par l'occident, dont Israël. Cette «*perle chinoise*» fait depuis plusieurs années l'objet d'inquiétude sur l'opacité de son programme nucléaire, bien qu'ayant signé le TNP en 1992. Avec celui du Pakistan et de la Chine, il enserrait l'Inde dans une sorte de nasse atomique. Le pays est isolé sur la scène internationale, inscrit sur la liste des «Postes avancés de la Tyrannie», mais très vite retiré, peut-être sous pression chinoise. La dictature, qui vit de trafic d'opium, de pétrole, de bois précieux et de diamants, n'a jamais été menacée en son sein et bénéficie de passe-droits occidentaux autant que chinois. En 2001, le Pakistan y envoie Suleiman Assad et Muhammad Ali Mukhtar, deux techniciens nucléaires. La Russie s'était engagée, en 2002 à ériger un centre atomique de recherche de 10 mgw. Selon David Albright et Paul Brannan, de la technologie duale atomique y est vendue par l'entreprise nord-coréenne *Namchongang Trading* (NCG), déjà impliquée au Pakistan et en Syrie, voir également en Iran. En 2010, un vieux cargo, le *Kang Nam 1*, livre des matériaux balistiques au port de Thilawa sans être inquiété, alors que l'occident sait très bien arraisonner des navires... Il s'agirait de construire à Ayelar, à 15 km de Pyin Oo Lwin, un centre de recherche, peut-être une sorte de succursale pour les essais nord-coréens, pakistanais, iraniens ou chinois, que l'on soustrairaient à la communauté internationale, le cas s'étant déjà produit. L'ensemble mesurerait 152 mètres de haut, creusé dans une colline. A Thabeikkyin (480 km au nord-ouest de Rangoon) ce trouverait un autre réacteur et un site d'enrichissement, qui se trouve être aussi le centre du programme. Un second site d'essais balistiques (avec celui de Minbu), Myaing, a été érigé grâce au concours de deux firmes allemandes ! On parle aussi du réseau troglodyte «Écailles de tortue», construit pas les nord-coréens, comprenant 800 galeries abritant des installations sensibles. Pyongyang signait en effet avec Napidaw un accord militaire en 2007. En novembre 2008, le général Thura Shwe Mann, chef d'état-major interarmées, débarque à Pyongyang pour des commandes militaires. En 2009, le lieutenant **Sai Thein Win**, déserteur de l'armée et des opposants birmans (*Voix démocratique de la Birmanie*) dont le siège se situe à Oslo, accusent d'activités nucléaires le site de Naung Laing, au nord du pays, mais l'AIEA n'a détecté aucune signature afférente sur une usine apparemment civile (mais est-ce pour protéger la Chine ?). Cependant, la Birmanie, longtemps allié d'Israël, a aussi importée légalement de la technologie allemande, suisse et japonaise, des proliférants bien connus. Autre curiosité, la Birmanie privilégie une solution coûteuse de séparation isotopique par laser, ce qui prouverait que ce programme est en réalité réalisé pour la Chine, ce que ne comprennent pas les «spécialistes» Bertil Lintner et Robert Kelley de l'AIEA. Dernière question. La Birmanie réglerait les factures envers la Corée du Nord par l'envoi de Gaz du site de Yadana, dont l'exploitant est... Total ! Le 20 novembre 2012, le programme birman est démantelé. SIPRI *yearbook 2010*, «Nuclear Arms Control, disarmement and Non-Prolifération». *Le Figaro*, 5 février 2010, «Birmanie : soupçons sur un programme nucléaire secret», Maurin PICARD. *Le Figaro*, 26 juin 2010, «La junte birmane cherche à se doter de l'arme nucléaire». Florence COMPAIN. Aujourd'hui, la Chine ravitaille la rébellion de la United Wa State Army contre Napidaw.

l'Accord-cadre. Mais en mars 2001, Washington conteste l'octroi des fonds américains à la KEDO au motif que Pyongyang refuse d'accepter des inspections approfondies. Aussi, le 5 octobre 2002, les livraisons de fioul sont stoppées et l'Accord-cadre est déclaré nul et non avenue. Le 16, Washington prouve que l'enrichissement se poursuit. Le 21 décembre, la RDPK brise les scellés de l'AIEA. Puis, le 31 décembre, les inspecteurs sont expulsés et les caméras de surveillance désinstallées, tandis que Pyongyang reconnaît posséder de l'uranium de qualité militaire et une quantité de plutonium suffisante pour fabriquer cinq à six bombes³¹. Conséquence, la RDPK devient successivement *Etat voyou*, pays de *l'axe du mal* et *poste avancé de la tyrannie* Yongbyong étant réactivé en janvier 2003³². Le 10 avril, la dictature se désengage complètement du TNP. En parallèle, ce n'est pas un hasard, débute la crise nucléaire iranienne. Depuis 2003, des négociations sont en cours entre six pays (Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, États-Unis, Japon, Russie). L'ancien secrétaire d'État à la Défense, William Perry, estime en 2004 que la RDPK a conservé assez de plutonium pour faire deux engins nucléaires et a déjà conçu 6 à 8 bombes A, soit entre 24 et 42 kilos³³. C'est à ce moment là que dans un discours enflammé, «le soleil du XXI^{ème} siècle», Kim Jon-Il menace de transformer les États-Unis en «une mer de feu». Une telle phrase prononcée par Saddam Hussein aurait en son temps constitué un *casus belli*. Mais la RDPK, avec ses montagnes, ses fortifications, sa population fanatisée et son appui chinois ne peut craindre une intervention américaine comme en Irak.

EN parallèle, discrètement, la RDPK signe des accords économiques pour créer des zones franches, notamment à le parc industriel de Kaesong, zone bénéficiant d'immunité en matière de droit du travail et parfois de droit de l'homme, et très rentable pour le pays et les firmes occidentales. En avril 2013, Pyongyang évacue la zone en protestation aux sanctions.

Le 10 février 2005, Pyongyang déclare « avoir construit des armes atomiques, [...] détenir la bombe atomique [...] et travailler à la conception d'autres bombes atomiques destinées à protéger le régime contre les agressions extérieures »³⁴. Le Pakistan avoue dans le même temps y avoir vendu une vingtaine de centrifugeuses³⁵. Ces aveux freinent les négociations du 26 juillet au 7 août 2005 en vue de la Conférence de Pékin du 19 septembre. Conséquence, malgré 9 rencontres bilatérales entre Américains et Nord-Coréens, elles restent sans résultat concret³⁶. Pyongyang exige un pacte de non-agression en échange de l'arrêt du programme., à la réunion hexapartite (Chine, Japon, Corée du Sud, Russie, Etats-Unis). Dans ce contexte, Pyongyang fait exploser le 9 octobre 2006 à Punggye-ri sa première bombe atomique, mais de très faible puissance (0,5 Kt³⁷). La date choisie est celle de l'anniversaire du leader nord-coréen ... et de la prise de fonction de Ban Ki-Moon à l'ONU. Sitôt l'essai terminé, la RDPK accepte, le 13 février 2007, à Pékin, de renoncer à son programme en démantelant 2000 centrifugeuses, contre le don annuel d'un milliard de dollars en pétrole. Le pays avoue posséder 4 à 5 bombes³⁸ et avoir produit entre 30 et 65 kilos de plutonium³⁹. El Baradei, le directeur général de l'AIEA, accepte l'invitation de la RDPK en mars 2007 qui précède l'arrivée d'inspecteurs en juin 2007 pour visiter Yongbyon et un réacteur en construction, Taechon (200 mgw). Mais en septembre 2008, la RDPK rompt les négociations, provoquant le départ des inspecteurs le 16 avril 2009. Cela permet aux nord-coréens de pratiquer le 25 mai un nouvel essai souterrain de 10 à 20 Kt⁴⁰, grâce à 2000

³¹ Pierre GOLDSCHMIDT, «Future Challenges for Nuclear Non-Proliferation Instruments», Rome, Conference «Future Challenges for Non-Proliferation Instruments », 17 mars 2004.

³² Le 12 février, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA auprès du CSNU, ne parvient pas à voter une résolution.

³³ *New York Times*, 25 avril 2005, «White House May Go to U.N. Over North Korean Shipments».

³⁴ *Financial Times*, 10 février 2005

³⁵ *Herald Tribune*, 25 août 2005.

³⁶ *Le Monde*, 26 juillet 2005.

³⁷ Jean-Marie COLLIN, *La bombe*, Paris, Autrement, 2009, p. 43.

³⁸ *Les Echos*, 14 février 2007, « Première étape vers la dénucléarisation de la Corée du Nord », Yves BOURDILLON.

³⁹ Jean-Marie COLLIN, *op.cit.*, p. 141.

⁴⁰ *Le Monde*, 25 mai 2009, « Essai nucléaire puis tir de missile en Corée du Nord ». « La République populaire démocratique de Corée a conduit avec succès un nouvel essai nucléaire souterrain le 25 mai, dans le cadre des

centrifugeuses dernier révélées en novembre 2011. Au même moment, l'AIEA repère à Taechon de l'uranium faiblement enrichi à 3,5%. Le 14 avril, En septembre 2010, suprême pied de nez à l'AIEA, Kang Sok-ju, est nommé vice-premier ministre de la RDPK. De 2006 à 2013, Les relations entre les deux Corées s'améliorent puis se détériorent au fil des années, alternant les traités économiques et culturels à l'état de guerre décrété le 21 mars 2013. La réunification, prévue par certains experts, n'a pas eu lieu.

Les ambitions intercontinentales de la balistique nord-coréenne

La RDPK devient en 2011 la quatrième puissance balistique au monde en quantité produite⁴¹. Le programme débute en 1976, lorsque la Corée du Nord acquiert des *Scud-B* fournis par l'Égypte. En 1981, la RDPK signe un *agreement* avec le bureau d'étude russe Makeyev, pour concevoir la version nationale des Scud-B et C, les Hwasong. En novembre 1997, le Pentagone indique que la production atteint quatre à huit missiles par mois⁴². Mais c'est après de mauvaises récoltes, les embargos et les catastrophes naturelles que Pyong-Yang décide d'accélérer les exportations de missiles. Elles représentent 100 millions de dollars en moyenne par an⁴³. Pour ses besoins nationaux et ces clients surtout arabes et persans, la RDPK élabore le *Taepodong*, dont la première version est testée le 31 août 1998 par un vol de plus de 1300 km au-dessus du Japon⁴⁴, sous le couvert d'un lanceur spatial à carburant solide, signe d'une importante percée technologique. Le deuxième étage, s'échoue à environ 330 km à l'est du Japon, et le troisième étage à 6 000 km du site de lancement (près des côtes de l'Alaska). Le pays s'enorgueillit dès lors de pouvoir atteindre les bases militaires américaines de Yokota, Yokosuka et d'Okinawa. Les renseignements de la *Defense Intelligence Agency* font état d'un programme très avancé, conclusions défendues par la conseillère à la sécurité nationale Sandy Berger, mais qui se heurte «au consensus de la communauté du renseignement occidentale»⁴⁵, probablement peu disposé à accuser directement la Chine. Ce rapport, qualifié a posteriori de fallacieux, reste probablement le résultat de rivalités diplomatiques et politiques.

Mais déjà à l'époque, les missiles semblent ne pas être au point, car presque tous éclatent en vol⁴⁶. La faible qualité technologique avancée par les experts⁴⁷ n'est pas suffisante. En réalité, il est possible que ces destructions soient programmées, afin d'une part que les fusées ne chutent pas en territoires hostiles (pour ne pas engendrer de crise), et d'autre part pour que les technologies ne soit pas récupérables. L'essentiel est ici de tester les performances de missiles, et rien de plus. D'ailleurs, Pyongyang ne semble pas particulièrement mal vivre ses échecs et même les reconnaît, ce qui étrange pour une dictature. En octobre 1998 et juillet 2000, Kim Jong Il propose de mettre fin au développement des missiles d'une portée minimum de 500 km si les États-Unis s'engagent

mesures de renforcement de la dissuasion nucléaire. [...] L'essai va contribuer à garantir notre souveraineté, le socialisme, la paix et la sécurité sur la péninsule coréenne et dans la région »

⁴¹ Jean-Marie COLLIN, *op.cit.*, p. 149.

⁴² En 1998 et 2010, la Corée du Nord prétend avoir lancé un satellite «chantant les louanges» de la dynastie des Kim. l'espace.

⁴³ *Cahiers de Chaillot*, Le défi de la prolifération, Perspectives européennes, Mark Smith, Bruno Tertrais et Jean Pascal Zanders, Sous la direction de Gustav Lindstrom et Burkard Schmitt, n°66, Décembre 2003, p. 22. Le programme balistique du pays représente 1,3 milliard de dollars, soit 1/18^{ème} de son PIB.

⁴⁴ «Nos exportations de missiles ont pour but d'obtenir l'argent dont nous avons besoin à présent. La politique d'isolement économique de la Corée du Nord menée par les États-Unis pendant plus d'un demi-siècle a limité nos ressources en devises étrangères [...] Si les Américains veulent vraiment nous empêcher d'exporter des missiles, ils doivent lever leur embargo économique le plus vite possible et offrir une compensation pour les pertes entraînées par l'interruption de nos exportations de missiles ».

⁴⁵ *Le Monde*, 22 avril 2013, «Péninsule coréenne: 20 ans d'échecs diplomatiques», François BOUGON. Les bombes avaient atteint le nombre de 763 en 1972.

⁴⁶ probablement à cause des oscillations et de faibles résistances thermiques.

⁴⁷ Andreï LANKOV, *The real North Korea, Life and Politics in the Failed Stalinist Utopia*, Oxford University Press, 2013.

à lancer les satellites nord-coréens⁴⁸, et à exporter du pétrole et 500000 tonnes d'aide alimentaire⁴⁹. En janvier 2001, le Pentagone estime que la RDPK possède plus de 500 *Scud* et 30 lanceurs *Scud-C*⁵⁰. Sans accords, les essais continuent malgré les *résolutions* 1695 et 1718 (15 juillet et 14 octobre 2006) et 1874 (juin 2009). En 2006, un *Taepodong-2* est testé⁵¹. Le 4 juillet 2009, date de la fête nationale américaine, une version améliorée d'un *Rodong-1* est tiré de la base de Kitdaeryong. La fusée porte le nom du Rodong Sinmun, organe officiel de Parti des travailleurs au pouvoir en République populaire démocratique de Corée. Pyongyang signe cependant l'*Outer Space Treaty* en 2009 et promet la fin de ces activités nucléaires le 29 février 2012 en échange d'une aide alimentaire. Mais le 1^{er} septembre, l'Iran et son comparse s'accordent pour des transferts de technologies sensibles.

Le « catalogue » nord-coréen (estimation)

Nombre	Propulsion	Portée en km	Poids de l'ogive	Date	Hauteur	Nombre	Diamètre en mètre	Origine et dérivés
Hwasong-5/ Scud B	L	280 à 330		1981/1984		150	0,885	Scud-B/ R-17
Hwasong-6	L	500 à 700	700	1989	11,4-12,3	250	0,885	Scud-C/ Shahab-2
Nodong/ Ro-Dong -1 et 2	L	400 à 3200	700	1993	16	36 à 200	1,3 de diamètre, 17 de haut, 16 tonnes, une tonne de charge. Précision de 2 à 4 km	SS-4/ SS-5/ Shahab-3/ Ghauri-2/ Scud-D et E/ BM-25
Musudan		3000 km	650		9			
NKSL-1/Taepodong-1	L + solide	2,200 à 2,800		1998	25		1,3	Shahab-4
Taepodong-1/ Paeutudan-1	L	2,000 à 2,500	500	2000			1,3	SS-4
NKSL-X-2	L + solide	3,500 à 12,000		2003			2,2	Shahab 5/SS-5

⁴⁸ Bill CLINTON, *Ma vie*, Odile Jacob, 2004, chapitre 45. Jusqu'à trois de ses satellites civils soient lancés gratuitement chaque année, par eux-mêmes, la Russie ou la Chine.

⁴⁹ en expliquant: « La Corée du Nord vend des missiles à la Syrie et au Liban pour obtenir des devises étrangères dont le pays a cruellement besoin. Il est donc clair, puisque nous exportons pour avoir de l'argent, que nous suspendrons les ventes si vous garantissez des compensations. En 2000, Séoul négocie avec Pyong-Yang une aide de 2,6 millions de tonnes pour 720 millions de dollars. L'aide est remboursable sur vingt ans à des conditions avantageuses avec une première échéance de 5,83 millions de dollars. Mais la Corée du nord ne rembourse pas. *Rumsfeld Report on Ballistic Missile Threat*, 1998, Ballistic and Cruise Missile Threat, National Air Intelligence Center 1998.

⁵⁰ *Cahier de Chaillot*, *Ibid.*

⁵¹ chargé d'un satellite de communication *Kwangmyongsong-2*. En mai 2009, un missile sol-air d'une portée de 130 km, tiré depuis Musudan-ri.

Taepodong-2/ Unha-1	solide	3500 à 9000	650-1000	2006	32			
KN-02		120		2008				SS-21/ CSSC-3 Silkworm/Seersucker
Taepodong -3/ Unha-2 et 3	solide	10000	700-1000	2009/2012	32		Charge de 500 kg	Safir/ Shahab-3

Ces données ne sont que théoriques et varient selon la charge transportée, la version du missile et le type de moteur. Les infographies faisant état de portée pouvant atteindre la Californie ne sont pas crédibles, tout comme les portées fantaisistes des missiles iraniens sur l'Europe.

LA COREE DU NORD: UN ALLIE DES ENNEMIS D'ISRAËL

La RDPK se spécialise dès le début la fin des années 1970 dans l'exportation de missiles balistiques qu'elle importe puis réadapte en succédanés dans ses usines de To-Kol et de Hamgyong Namdo, en échange de pétrole arabe et persan. Les rapports sont d'autant meilleurs que durant la guerre du Kippour, Pyongyang soutient Le Caire et Damas. La RDPK est d'ailleurs le seul Etat de la région à ne pas avoir de relations diplomatiques avec Israël. En 1983, le Premier ministre iranien et de son ministre de la Défense se déplacent à Pyongyang pour acheter des missiles. En 1984, Pyongyang teste sur place des *Scud* pour ses clients ne souhaitant pas enfreindre, sur le sol, les traités internationaux. Entre 1981 et 1996, quelque 370 Scud B et C sont exportés vers la Syrie, le Yémen⁵², l'Irak, l'Iran⁵³, le Vietnam, la Birmanie, l'Égypte, la Libye⁵⁴. Le Pakistan en importe également par l'intermédiaire du réseau Khan⁵⁵. Optimisés grâce aux informations iraniennes sur des Scud tirés en situation de guerre, la RDPK peut déjà atteindre, avec ses engins n'importe quel pouce de terrain sud-coréen. En 1991, la Corée du Nord affrète un navire pour livrer 150 *Scud-C* à Damas (500 millions de dollars). Le *Mossad* pose un système de guidage sous la coque pour une frappe aérienne qui n'a finalement pas lieu sous pression de Washington⁵⁶. En 1992 Damas achète encore 100 *Scud-C*.

Israël comprend qu'il faut asphyxier les programmes balistiques et atomiques de ses ennemis, en négociant avec la RDPK. En mai 1993, avec le soutien des Etats-Unis pour faire aboutir les accords d'Oslo, Israël envoie une délégation militaire secrète, dirigé par le chef des renseignements Ephraïm Halévy, afin de dissuader la vente de technologie balistique à ses

⁵² Les États-Unis et l'Espagne interceptent en mai 2003 une cargaison de 15 *Scud-C* munis de leurs têtes et de 23 réservoirs de carburant.

⁵³ 100 missiles. *Assemblée parlementaire OTAN*, Session annuelle 2004, 169 STCMT 04 F, « Défenses antimissiles et armes dans l'espace », Rapporteur Lothar IBRÜGGER. Les pays arabo-musulmans ne sont pas tous au fait du double jeu nord-coréen, qui peut à la fois exporter du matériel, à « étiquette anti-américaine », alors que la Chine renseigne selon toute vraisemblance les USA de la destination finale de certaines exportations. Autrement dit, rien ne peut être vendu à la Syrie, au Pakistan ou à l'Iran, sans être connu, puisque la technologie initiale vient de Chine. Il est même probable que des système-espions ou des contre-mesures soient incrustés dans les missiles. Ce qui explique certains voyages secrets d'Israéliens et d'Américains à Pyongyang. Rappelons que l'Iran et l'Égypte vendent leur pétrole en Occident, et que les pétrodollars servent donc à un vaste trafic d'armes entre les USA, Israël, la Pologne, le Pakistan, l'Arabie Saoudite et la Chine, notamment au travers de *l'Iranganate*. Il est logique que la RDPK y soit associé.

⁵⁴ Des négociations sont organisées avec l'Irak pour l'acquisition de *Scud-C* et 50 *Nodong*. Une cargaison nord-coréenne est arraisonnée par la CIA en juin 1993: *Defense and foreign aires strategic policy*, mars 1992, «Kadafi modernises his missiles industrie and goes on the defensive». la Corée du Nord accepte en mai 1996 de perfectionner *l'Al Fatih* avec la technologie *Nodong-1*.

⁵⁵ en réadaptant la technologie sino-coréenne en fonctions des besoins locaux ce qui aboutira au *Ghauri*.

⁵⁶ *Israelinfos.com*, 10 janvier 2008.

ennemis, en échange d'une aide américaine de 500 millions de dollars⁵⁷. Mais n'ayant que peu d'espoir dans cette démarche, le directeur général du ministre de la défense israélienne, David Ivri, accepte de révéler à Séoul comment son aviation avait détruit les capacités nucléaires irakiennes, La Corée du Sud projetant de faire de même contre Pyongyang⁵⁸.

Mais rien n'y fait. La RDPK reçoit même des biochimistes irakiens, iraniens⁵⁹ et libyens. En mai 2000, la presse israélienne accuse la Corée du Nord d'exporter en Syrie et pour le Hezbollah des *Scud-D*. En octobre Kim Jong-il explique: « La Corée du Nord vend des missiles à la Syrie et au Liban pour obtenir des devises étrangères dont le pays a cruellement besoin »⁶⁰. Tel-Aviv s'inquiète surtout de l'aide nord-coréenne au réacteur syrien d'Al-Kibar, que Tel-Aviv bombardera en septembre 2007. Un an plus tard, le général Mohammed Suleiman, l'intermédiaire entre la Syrie et la Corée du Nord pour le nucléaire est assassiné par le Mossad. En 2009, Israël déplore la présence d'Iraniens venus récupérer des matières fissiles⁶¹ et observer les essais balistiques et nucléaires nord-coréens, le pays présentant l'intérêt d'être un bastion inexpugnable hors d'atteinte d'Israël⁶². En réponse, Israël exporte en Corée du Sud⁶³, ses fameux radars de détection balistique⁶⁴ *Green Pine*⁶⁵, ce qui permet de tester sa technologie, face aux missiles iraniens et syriens de technologie nord-coréenne⁶⁶.

L'arsenal nord-coréen paraît particulièrement menaçant, surtout lorsqu'on l'associe aux particularismes de cette dictature communiste ultranationaliste et belliciste. Pourtant, c'est bien Pékin qui pousse son vassal à proliférer, afin de contourner la législation internationale et optimiser ses propres technologies, les simulations informatiques n'étant pas toujours suffisantes. En somme la Chine mutualise et sous-traite sa dissuasion, une sorte de *leading from behind*.

UNE PROLIFERATION GLOBALE POUR UN EQUILIBRE DES FORCES EN ORIENT, EN EXTREME-ORIENT

Les ombres chinoises derrière le rideau d'un «Etat écran»

La Corée du Nord demeure un *État écran*⁶⁷, développant et exportant des technologies sensibles pour le compte de Chine et la Russie, à destination de ses alliés⁶⁸. Cette dimension

⁵⁷ Ephraïm HALEVY, *op.cit.*, p. 78. A noter que Kahuta accueille des nord-coréens contre des plans de centrifugeuses

⁵⁸ *The Nonproliferation Review*, Hiver 1994

⁵⁹ Le 27 août 1997, l'ambassadeur israélien Arik Arazi (responsable du Mashav, le Centre de la coopération internationale israélien), dit que la Corée du Nord participe au programme biochimique de l'Iran. *CBWCB*, n°38, décembre 1997, p. 24.

⁶⁰ Madeleine ALBRIGHT, *op.cit.*, p. 565.

⁶¹ *Politique Etrangère*, « L'arme nucléaire au XXIème siècle », Janvier 2007, Thérèse DELPECH, pp.181-189.

⁶² La zone démilitarisée (DMZ), longue de 240 km, concentre 500000 sud-coréens, un million de nord-coréens

⁶³ Le 21 janvier 1968, un commando des forces spéciales de Corée du Nord de 31 hommes attaque la résidence présidentielle à Séoul. 68 morts Sud-Coréens.

⁶⁴ En avril 2012, le radar américain d'alerte avancé sise à Shariki (dans le nord d'Honshu) et les Aegis n'ont pas pu repérer les essais nord-coréens.

⁶⁵ Les mêmes que pour leur *Hetz* et *Iron Dome*.

⁶⁶ *The Christian Science monitor*, 8 juillet 2009, «What's behind cyber attacks on South Korea, US?». Comme le souligne Nicholas Eberstadt (*American Enterprise Institute in Washington*): « les cyber-attaques sont une part de la stratégie asymétrique. Une part dans la confrontation effective avec la machine de guerre américaine, peut être la possibilité de perturber l'information aux USA » Acculé à n'importe quels moyens pour survivre, le pays est même passé maître dans des cyber-attaques.

⁶⁷ Nicolas TENEZE, *Approche historiographique et médiatique du programme de dissuasion israélien*, mémoire de DEA, Université de Toulouse II le Mirail, septembre 2005, 303 p, p. 265.

⁶⁸ Nicolas TENEZE, « Approches historiographique ... », *Ibid.*

essentielle, absente dans la plupart des analyses académiques et diplomatiques⁶⁹, se vérifie s'il on compare la chronologie des programmes chinois et nord-coréen.

Le 17 mars 1992, la Chine signe le TNP⁷⁰ sans néanmoins adhérer à tous ses protocoles de prolongation en 1995. L'application du traité demande au minimum de un à deux ans de délais afin d'appliquer les directives internationales et 'normaliser' les sites. Or c'est entre 1992 et 1994 que la RDPK quitte le TNP. Jia Qingguo, doyen de l'École des relations internationales de l'Université de Pékin, affirme que «l'attitude de Pékin pourrait se durcir si Pyongyang développe un missile balistique doté de l'arme nucléaire»⁷¹. «Kim Jong-un veut faire reconnaître son statut de puissance nucléaire par les États-Unis en démontrant sa capacité de nuisance dans la région»⁷². «Un menuet très rodé. [...] La Corée du Sud est devenue un acteur plus indépendant de l'Amérique» selon l'ambassadeur américain Chas Freeman, expert de l'Asie et du Moyen-Orient ; «Notre peur, c'est qu'il ne maîtrise pas les règles du jeu et les limites», selon Michele Flournoy, ex-secrétaire adjointe à la Défense ; «Ils ont une capacité nucléaire, ils ont la capacité de lancer des missiles... Les actions qu'ils ont prises représentent un danger réel et manifeste», prévient le secrétaire à la Défense, Chuck Hagel ; «Cette capacité n'existe pas, en tout cas pas encore. [...] Notre peur, c'est qu'il ne maîtrise pas les règles du jeu et les limites»⁷³, rassure Michele Flournoy, secrétaire adjointe à la Défense. Ces pensées naïves occultent un point essentiel. En effet, la Chine, allié de l'Iran et de la Syrie, a tout intérêt au contraire à laisser la RDPK proliférer pour elle, afin de ne pas écopier de rétorsions internationales. Mieux, Pékin relaye souvent les performances de son allié, comme pour communiquer en réalité sur sa propre dissuasion.

Le 24 septembre 1996, la Chine signe le *Comprehensive Test Ban Treaty* après avoir convaincu son allié de le refuser. Mais surtout, à partir des années 2000, la Chine optimise toutes les composantes de ses forces armées, et particulièrement ses missiles. Elle cherche aussi à miniaturiser des charges nucléaires pour concurrencer les mininukes américaines de quelques kilotonnes. Cela explique que les essais nord-coréens commandés sciemment par Pékin ne développent que quelques kilotonnes⁷⁴. Parallèlement, les tests nord-coréens décrédibilisent l'AIEA dans ses efforts pour contraindre l'Iran, Vienne étant constamment humiliée par l'impunité nord-coréenne. Suivant la même mécanique, la Chine ratifie la Convention sur les armes chimiques le 25 avril 1997 et la Convention sur les armes biologiques le 15 novembre 1984. La RDPC la suit le 13 mars 1987, pour les armes biologiques, mais pas sur les chimiques⁷⁵, Ainsi, Pyongyang peut mettre à disposition de Pékin ses laboratoires en la matière⁷⁶. Ce fait explique

⁶⁹ Lire certaines d'entre-elles *Le Monde*, 12 décembre 2012, «Le tir du missile nord-coréen "constitue une menace directe pour ses voisins"». Valérie NIQUET, responsable du pôle Asie à la Fondation pour la recherche stratégique. Également *L'IRIS*, L'Année Stratégique 2013, «Démocratisation, reconstruction, retrait et contentieux, mots et maux de l'Asie», Sophie BOISSEAU DU ROCHER, Fabienne CLEROT et Olivier GUILLARD, p. 410. «On sait que dans les coulisses du pouvoir pékinois, on apprécierait un apaisement dans les rapports intercoréens, et que l'on s'inquiète aussi des conséquences d'un éventuel essai nucléaire».

⁷⁰ Le 2 mars, c'est au tour de son autre allié, la Birmanie, de s'y conformer.

⁷¹ Ainsi, en décembre dernier, Pékin exprime ses « regrets à propos du lancement de la Corée du Nord en dépit des graves inquiétudes de la communauté internationale. [...] La Chine maintient que l'approche fondamentale pour assurer la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne doit être trouvée par le dialogue. Nous espérons que les parties concernées vont conserver leur calme. [...] La Corée du Nord a le droit d'utiliser l'espace à des fins pacifiques mais est aussi sujette aux restrictions en vertu des résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU [...]devait respecter les résolutions afférentes du Conseil de Sécurité, y compris la résolution 1874, qui exige de Pyongyang de ne procéder à aucun lancement utilisant une technologie de missile balistique et l'appelle à suspendre toutes activités liées à son programme de missile balistique». *Le Figaro*, 12 décembre 2012, «La Chine regrette le tir de Pyongyang ».

⁷² *Le Figaro*, 8 avril 2013, « La Corée du Sud craint un nouveau coup d'éclat de Kim Jong-un », Sébastien FALLETTI, interrogeant Antoine Bondaz, chercheur au Asia Centre et à Sciences Po.

⁷³ *Le Figaro*, 5 avril 2013, « Washington piqué par le «frelon» coréen », Laure MANDEVILLE.

⁷⁴ Jean-Marie COLLIN, *La bombe*, Paris, Autrement, 2009, p. 43.

⁷⁵ *Service canadien de renseignement de sécurité*, rapport n° 2000/05, « La prolifération des armes bactériologiques », 9 juin 2000.

⁷⁶ *Le Monde*, 30 novembre 2012, «007 – Les stylos empoisonnés que les Nord-Coréens utilisent pour assassiner leurs ennemis du Sud». Par exemple, en novembre 2012, un agent nord-coréen, Ahn, infiltré en Corée du Sud depuis dix-

pourquoi l'attitude de la Chine face aux 'initiatives de son allié' sont si timorées. Certes, régulièrement, Pékin arrête ses exportations de pétrole vers la RDPK, pendant trois mois. La décision n'a aucune incidence car ce délai correspond à la durée des stocks stratégiques de la dictature. La mécanique diplomatique mandarine est donc parfaitement rodée. Il s'agit à chaque fois de dénoncer mollement les essais nord-coréens, d'avouer son impuissance⁷⁷ tout en condamnant les rétorsions pouvant nuire à son vassal, en menaçant de son veto si les embargos sont trop contraignants⁷⁸ ..

La position de Moscou est plus difficile à apprécier. En décembre 2012, la Russie déplore qu'il est « inadmissible d'ignorer la résolution 1874 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui interdit sans équivoque à la Corée du Nord de lancer des fusées⁷⁹ ». La raison en est simple. La Corée du Nord légitime les boucliers antibalistiques américains autour de la Russie et relance la course à l'armement à ses dépens. De plus, Moscou se méfie des objectifs finaux chinois, *a priori* allant dans le sens de ceux de la Russie, mais pas toujours.

Légitimer la présence américaine en Extrême-Orient, renforcer Pyongyang

Avec les Etats-Unis et le Canada (qui parle 'haute provocation'), l'Otan⁸⁰, condamne elle-aussi un pays qui n'est pourtant pas limitrophe d'un de ses membres. Or, lors des tests balistiques indiens⁸¹ et israéliens, l'Otan reste circonspecte et signe même, comme en 2005, des accords stratégiques en la matière. Toutefois, la menace nord-coréenne n'est pas forcément néfaste aux Etats-Unis⁸², car la balistique coréenne lui permet de proposer ces antimissiles Pac-2 et -3, SM-3 propulsé par les *Aegis* (système aéronaval) à la Corée du Sud et au Japon, pays devenus avec le temps des **Major Non-Nato Allies**, et obligent ses pays à acheter également du matériel conventionnel américain, et enfin légitime la conservation des bases états-uniennes (28.500 soldats en Corée du Sud) dans la région face au *collier de perles chinoises*. Ils servent à détruire en aval des missiles adverses avant que les *Ground Based Interceptor* (5000 km) métropolitain des bases de Fort Greely en Alaska et de Vandenberg en Californie, et les *THAAD* (3000 km) près des bases américaines du Pacifique s'en occupent. Aussi, les Etats-Unis pratiquent la *double-track diplomacy*, évitant de régler complètement la question nord-coréenne tout en contenant son influence.

La Corée du Sud quand a elle s'est saisi du prétexte pour tripler la portée de ces missiles balistiques (de 300 à 800km) avec l'accord de Washington en attendant le *Hyunmoo-3* (1 500 km de portée). Washington et Pékin s'en accomode, les deux superpuissances étant particulièrement dépendantes l'une de l'autre. Ainsi, la Chine détient suffisamment de bons du trésor américains

sept ans, est arrêté à Séoul, avant qu'il n'assassine l'activiste Park Sanghak, l'auteur des ballons d'hélium larguant des tracts anticommunistes en Corée du Nord. Son arme est un stylo bille tirant des balles empoisonnées.

⁷⁷ Lire *Le Monde*, 12 décembre 2012, «Pékin recommande une réaction "prudente" de l'ONU au tir nord-coréen». «Le vrai problème est que la force de la Chine n'est pas suffisante pour influencer son voisin» nord-coréen.

⁷⁸ *Le Monde*, 12 décembre 2012, «Pékin recommande une réaction "prudente" de l'ONU au tir nord-coréen».

⁷⁹ *Le Figaro*, 3 décembre 2012, «Fusée: Moscou avertit Pyongyang».

⁸⁰ Le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Anders Fogh Rasmussen condamne «fermement le tir effectué [...] car il constitue une violation directe des résolutions 1718 et 1874 [...]. Cet acte provocateur exacerbe les tensions dans la région et risque de déstabiliser un peu plus la péninsule coréenne. L'Otan continue d'appeler les autorités nord-coréenne à remplir leurs obligations internationales, à se conformer pleinement à la volonté de la communauté internationale exprimée par le Conseil de sécurité des Nations unies et le moratoire sur les tirs de missiles». *Le Figaro*, 12 décembre 2012, «L'OTAN condamne la fusée nord-coréenne». *Site Officiel de l'OTAN*, 12 décembre 2012, «Le secrétaire général condamne le lancement d'une fusée par la Corée du Nord».

⁸¹ L'Inde ne veut se risquer à accuser directement la Chine. D'autre part, Elle sait qu'en tant que non signataire du TNP et du MTCR (Régime de contrôle de la technologie des missiles) et développeur de missile intercontinentaux, elle n'est pas en position d'insister sur cette condamnation.

⁸² SM3 Block IIA avec le missile *Raytheon*, dans le cadre d'un contrat de 925 millions de dollars. Le nouveau missile dispose de capacités d'interception améliorées et devrait être opérationnel en 2018. Le Japon et la Corée du Sud (*Korea's Air and Missile Defense*), effrayés par la menace, déverse à corps perdus des milliards de dollars au bénéfice d'Israël et des Etats-Unis

pour dissuader toutes actions occidentales dépassant la limite de protestations et embargos formels. Cela explique qu'au final, le 11 octobre 2008, la Corée du Nord est désabonnée de la liste des *Etats soutenant le terrorisme*.

La Corée du Nord trouve bien sûr elle-aussi son compte. Kim Jong Un⁸³ succédant à son père en décembre 2011, loin de s'affranchir de son héritage politique ne remet pas en cause la politique du *Songun* (l'armée d'abord). En qualifiant le Premier ministre sud-coréen de «chiendent à arracher sans flâbler», le leader cherche à faire oublier que la partie sud a dépassé économiquement le nord dès les années 1970, alors qu'elle était la moins dotée d'infrastructures et d'usines. Par ses diatribes tonitruantes envers l'extérieur, KJU renforce son pouvoir, mais il est faux d'affirmer qu'il cherche la popularité de son peuple⁸⁴, qui par essence n'a pas les moyens de penser autrement. Les caciques militaires, le pilier du régime, profitent de la manne balistique, ce qui, associées aux condamnations internationales, renforce le totalitarisme nord-coréen, affaibli par la famine⁸⁵. Le 22 avril 2013, à des fins de légitimité, il va même jusqu'à modifier la constitution pour y inclure la dimension nucléaire du régime et de son pouvoir, et prévoir des frappes nucléaires préventives, empruntant en cela à la doctrine nucléaire des années Bush.

CONCLUSION

Le pays est une joint-venture chinoise, un supermarché balistique et nucléaire que Pékin et Moscou ravitaillent afin d'exporter pour le compte des technologies à destination d'autres Etats parias tels l'Iran ou la Syrie (dont les Scud tirés en décembre sur l'ASL). Dans le domaine des armes conventionnelles cette fois, la Corée du Nord se spécialise dans la modernisation d'armements obsolètes. C'est ainsi qu'en juillet 2013, Panama intercepte un navire nord-coréen, le **Chon Gang**, avec à son bord une cargaison de deux Mig-21, 15 moteurs et un radar sol-air déclassés, des missiles entre-autres, dissimulés dans un cargo rempli de sucre de canne⁸⁶.

La configuration des alliances expliquent que certains pays condamnent ce tir à la différence des alliés de la Corée du Nord. Tant que la Chine tient les mors de son poulain, il n'y a rien à craindre. C'est en ce sens qu'Alain Joxe déclare : « La Corée du Nord n'est pas une menace car il est aidé par la Chine et dans une moindre mesure par les USA »⁸⁷ ! C'est donc sur ces deux pays qu'il convient de faire pression au lieu de formuler des résolutions. La Paix en Extrême Orient et par corrélation au Moyen-Orient est peut-être à ce prix.

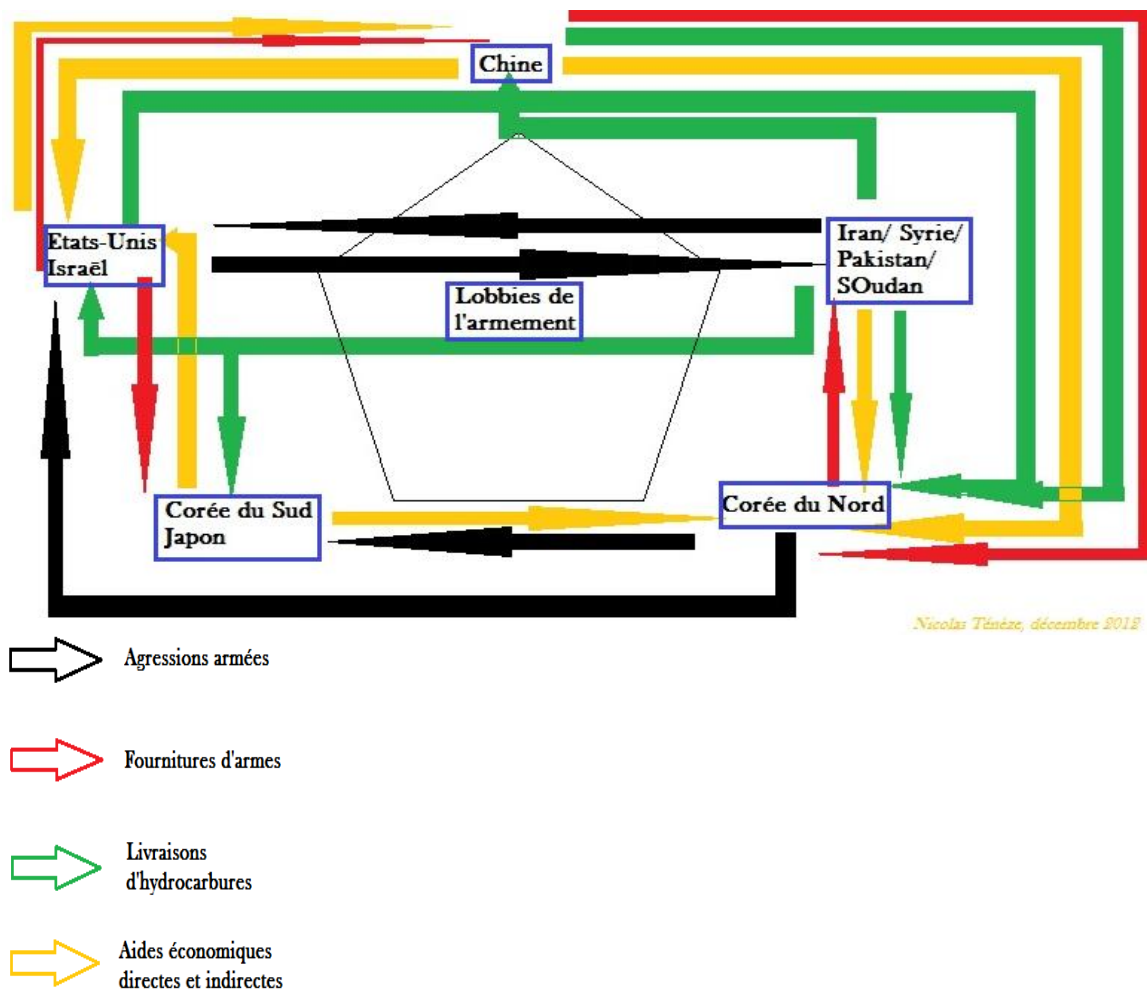
⁸³ En 2009, la mauvaise santé du président oblige les caciques à adouber son fils, Kim Jong Nam (ex-émissaire pour la Chine), qui semble t-il a fait les 400 coups en occident. Kim Jong-un, formé en Suisse et au Japon, amateur de pizzas, de basket, de voitures de luxe, est finalement choisis pour son caractère plus raisonné. Pour un pays paria, il est curieux de constater que la femme du président s'est faite soigner en France et meurt en 2004 dans un hôpital de Villejuif. Des médecins français travaillent également dans les hôpitaux spéciaux pour les apparatchiks du régime. *Le Canard Enchaîné*, 10 juin 2009, « Corée de nous autres ». Les villes de Nanterre, Bagneux et Libourne ont honorés Kim Jong-Il de médailles entre 1994 et 1996. Elles sont vicible au mausolée du dictateur à Pyongyang. *L'Express*, 27 février 2013, «Les curieuses médailles de Pyongyang».

⁸⁴ *L'Express*, 17 avril 2013, «Andreï Lankov: Je crains un effondrement».

⁸⁵ *Cabiers de Chaillot*, Le défi de la prolifération, Perspectives européennes, *Mark Smith, Bruno Tertrais et Jean Pascal Zanders*, Sous la direction de Gustav Lindstrom et Burkard Schmitt, n°66, Décembre 2003, p. 22.

⁸⁶ *Reuters*, 19 juillet 2013, «North Korean ship was carrying sugar donation, Cuba told Panama». Lomi KRIEL and David ADAMS

⁸⁷ *France 3*, Ce soir ou jamais, 9 juin 2009, « La prolifération nucléaire ».



Les ADM nord-coréennes et leurs implications internationales

Bibliographie⁸⁸

AIEA, GOV/2012/36-GC(56)/11, 30 août 2012, Point 7 c) de l'ordre du jour provisoire (GOV/2012/34), Point 18 de l'ordre du jour provisoire, (GC(56)/1 Add. 1, Add. 2 et Add. 3), «Application des garanties en République populaire démocratique de Corée»

United States of America, Office of the Director of National Intelligence, 31 décembre 2010, «Unclassified Report to Congress on the Acquisition of Technology Relating to Weapons of Mass Destruction and Advanced Conventional Munitions».

⁸⁸ Marine BUISSONNIERE et Sophie DELAUNAY, *Je regrette d'être né là-bas*, Reobert Laffont, 193 pages.
 CAILLAUD & QUEVAL, *La république de Corée, mutation et enjeux*, La documentation française, 1997, 158 pages.
 Barbara DEMICK, *Vies ordinaires en Corée du Nord*, Albin Michel, 2010, 327 pages
 Blaine HARDEN, *Rescapé du camp 14: De l'enfer nord-coréen à la liberté*, Belfond, 2012, 280 pages.
 Claude HELPER, *Qui a peu de la Corée du Nord? La saga nucléaire de Kim Jong-il*, L'Harmattan, 2007, 345 pages, pp. 21-219.
 Jeong-Im HYUN, *Mouvements étudiants en Corée du Sud*, L'Harmattan, 264 pages.
 Pierre KOHLER, *L'ennemi invisible: le bioterrorisme*, Balland, 2002, 250 pages.
 Karoline POSTEL-VINAY, *Corée, au cœur de la nouvelle Asie*, Flammarion, 302 pages.

United States of America, Office of the Director of National Intelligence, 24 avril 2008, «Background Briefing with Senior U.S. Officials on Syria's Covert Nuclear Reactor and North Korea's Involvement».

ATTALI Jacques, *Economie de l'apocalypse. Trafic et prolifération nucléaires*, Fayard, 1995, 210 pages.

BERCHE Patrick, *L'histoire secrète des guerres biologiques*, Paris, Robert Laffont, 2009. 396 pages.

BINDER Patrice et LEPICK Olivier : *Les armes biologiques*, PUF, 2001, 1^{ère} édition, 125 pages.

BONIFACE Pascal & COURMONT Barthélémy, *Le monde nucléaire*, Armand Colin, 260 pages, 2006, chapitre V.

CHARVIN Robert & DUJARDIN Guillaume, *La Corée vers la réunification*, L'Harmattan, 2010, 262 pages, pp. 188-210.

COLLIN Jean-Marie, *La bombe : l'univers opaque du nucléaire*, Autrement, 2009, 198 pages.

CHAGNOLLAUD Jean Paul, *Brève Histoire de l'arme nucléaire*, Ellipses 127 pages, 2010, chapitre 6.

POLLACK Jonathan D, No exit. North Korea, Nuclear weapons and International Security, 2001

FABRE Aileen, *Politique et droit de la sécurité face au bioterrorisme*, L'Harmattan, 2007, 216 pages.

HELPER Claude, *Corée du Nord: Dénucléarisation et succession de Kim Jong-il*, L'Harmattan, 2010, 336 pages, pp.287-311.

LEDERBERG Joshua, *Biological Weapons: Limiting the Threat*. Cambridge, MA: MIT Press, 1999.

LEGLU Dominique, *La menace. Bioterrorisme: La guerre à venir*, Robert Laffont, 2002, 300 pages, pp.287-298.

LORENTZ Dominique, *Affaires atomiques*, Les arènes, 2002, 604 pages.

MEYER Claude, *L'arme chimique*, Paris, Coollection perspectives stratégiques, Ellipses, 2001, 448 pages.

RICHE Daniel et BINDER Patrice, *Les armes chimiques et biologiques*, L'Archipel, 2011, 486 pages, chapitre 7 et 10.

TERTRAIS Bruno, *La menace nucléaire*, Armand Colin, 2011, 158 pages, pp 59-69

THOMAS Gordon, *Les armes secrètes de la CIA, Tortures, manipulations et armes chimiques*, Nouveau Monde, 2006, 456 pages.